

Denis Scuto

***L'Escher Tageblatt* et la révolution luxembourgeoise de 1918-1919**

Pour bien comprendre l'attitude de *L'Escher Tageblatt* en 1918-1919, il est important de cerner les bouleversements du contexte politique et social luxembourgeois par l'épreuve de la guerre. La Première Guerre mondiale marque une césure fondamentale dans l'histoire des relations sociales et des rapports de force politiques au Grand-Duché de Luxembourg. Sur le plan politique, elle signifie le déclin des libéraux qui ont dominé la vie politique de 1848 à 1915 et la montée en puissance du parti de la droite sur le plan national et du parti socialiste dans le sud. Sur le plan social, elle projette les salariés, leurs organisations et leurs revendications sur le devant de la scène et conduit à une deuxième ère de lois sociales (après l'introduction de l'assurance maladie, l'assurance accidents et

l'assurance vieillesse de 1901 à 1911). Sur le plan institutionnel, elle se traduit par une demande accrue d'intervention de l'Etat pour résoudre les problèmes économiques et sociaux (pénurie alimentaire, spéculations, inflation).

L'Escher Tageblatt est né en 1913, rappelons-le, comme journal de l'alliance des libéraux et des socialistes s'opposant à la domination du parti de la droite et de l'Eglise catholique (voir Ben Fayot, *Jeunesse d'un Centenaire* dans l'ouvrage *Radioscopie d'un journal: Tageblatt 1913-2013*). Dans le cadre de cette alliance, le quotidien fut surtout le porte-parole du courant libéral radical au sein du Bloc des gauches (Jacques Maas, *L'ère du Bloc des gauches*, dans cet ouvrage).



Le mécontentement des consommateurs devant les prix maxima et le rationnement des vivres s'exprime publiquement. Manifestation populaire devant l'Hôtel de Ville de Luxembourg, le 1er octobre 1916.

La guerre et la primauté du facteur social

Le Bloc des gauches s'effrite en 1916-1917 à la suite de l'aggravation des problèmes sociaux pendant la guerre. Comme le Luxembourg importe une partie de son blé, la fermeture des frontières entraîne une situation de pénurie, ceci d'autant plus que les exportations de produits agricoles vers l'Allemagne continuent. L'autonomie du pays théoriquement neutre est absente en matière de ravitaillement. L'Allemagne impose ses conditions. Même pour acheter des vivres auprès des pays neutres, le gouvernement luxembourgeois doit passer par les instances allemandes.

Ensuite, les gouvernements successifs ne parviennent pas à faire respecter les mesures prises (taxation de vivres, rationnement, prix maxima)¹. L'Etat libéral faible, hésitant à enfreindre la loi sacrosainte de l'offre et de la demande, ne répond pas aux besoins pressants des couches populaires et montre ses limites. En 1916, le coût de la vie a augmenté de 50 %. La hausse des prix frappe avant tout les salariés (ouvriers, employés privés, fonctionnaires). Les indemnités de vie chère accordées par les employeurs (chemins de fer, industrie sidérurgique) et l'Etat (pour les fonctionnaires ainsi que les employés et ouvriers communaux) n'empêchent pas la baisse des salaires réels. Les conflits entre producteurs – agriculteurs et viticulteurs qui profitent de la hausse des prix – et consommateurs du monde urbain et industriel s'aggravent d'autant plus que l'Etat n'est pas en mesure de défendre les salariés contre la spéculation.

Ces problèmes politiques et sociaux sont à l'origine de la création de syndicats de masse dans la sidérurgie, et d'autre part de la recomposition du paysage politique. Deux syndicats de la métallurgie naissent en 1916, l'un à Esch, le *Luxemburger Berg- und Hüttenarbeiterverband* (BHAV), l'autre à Luxembourg le *Luxemburger Metallarbeiterverband* (MAV). En l'espace de quatre ans seulement, l'ensemble du personnel de l'industrie sidérurgique et minière, 20.000 ouvriers, est organisé dans ce nouveau mouvement syndical de masse, qui fusionne en un syndicat unitaire en 1920 sous le nom de *Luxemburger Berg- und Metallindustrie-arbeiterverband* (BMAV).

Mais, contrairement à une légende syndicale tenace, 1916 n'est pas l'année zéro du syndicalisme ouvrier

luxembourgeois². Les phénomènes de pénurie et de baisse du pouvoir d'achat qui accompagnent la guerre dans le Luxembourg occupé poussent certes les ouvriers des grandes usines et des mines à l'organisation. Mais ce sont des militants socialistes chevronnés qui ont animé ce qui commence comme mouvement de protestation de consommateurs. Ce sont des syndicalistes du *Gewerkschaftskartell* créé en 1905 (Colling, Jander) et du *Deutscher Metall-Arbeiter-Verband*, dont la section luxembourgeoise est fondée en 1904 (Zimmermann, Dissburg), qui convoquent et dirigent la réunion populaire qui mène à la création du BHAV à la salle Hoferlin à Esch. Toutefois, le succès de ce syndicat est dû au fait qu'il se réclame d'une stricte neutralité idéologique et politique et qu'il rassemble ouvriers des syndicats socialistes et ouvriers des associations catholiques. A sa tête apparaissent des hommes nouveaux comme Pierre Kappweiler, premier président du syndicat, et Bernard Herschbach, secrétaire général³.

Le nouveau syndicat dénonce l'alliance contre-nature de représentants du capital et du prolétariat au sein du Bloc des gauches. Un premier mouvement revendicatif (demandant une hausse des salaires et le règlement du problème du ravitaillement) aboutit à la grève de juin 1917, qui échoue néanmoins en raison de l'intervention militaire de l'occupant allemand et de l'intransigeance patronale. L'ET a dès le début contesté le bien-fondé de la grève, en montrant, statistiques de l'Arbed à l'appui, que les salaires avaient considérablement augmenté dans les usines luxembourgeoises. L'échec de la grève est l'occasion pour l'ET d'appeler à un retour aux méthodes du Bloc des gauches, à renoncer à ces formes d'action directe pour privilégier la négociation: « Auch als Dr. Welter den Block gründete, hatten die Arbeiter gegen die Industrie zu kämpfen, aber sie taten es, indem sie sich mit ihr auf der Grundlage gegenseitiger Zugeständnisse gegen den einzigen Feind, den Klerikalismus vereinigten.⁴ »

Ouvrons ici une parenthèse nécessaire sur la vie interne de l'ET pour bien comprendre le lien entre le quotidien et le fondateur du Bloc. Le départ de Schroell en exil en février 1915 et la censure de l'occupant conduisent à une crise financière du quotidien. Clément, habitué à être dirigé par Schroell, n'écrit plus que par intermittence, s'embrouille avec Jeanne et

1 TRAUSCH, Gilbert : « Contributions à l'histoire sociale de la question du Luxembourg (1914-1922) », in *Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise*, 1974 (1), p. 19 sv.

2 Légende déjà déconstruite par: FAYOT, Ben : *Sozialismus in Luxemburg*, Luxembourg, 1979, p. 175 et suivantes.

3 SCUTO, Denis : *Sous le signe de la grande grève de mars 1921. Les années sans pareilles du mouvement ouvrier luxembourgeois*, Esch-sur-Alzette, 1990, p. 169 sv.

4 « Der Ausgang des Streiks », *Escher Tageblatt*, 12 juin 1917, p. 1.

Emily Schroell, dont il refuse l'autorité⁵. Schroell nomme alors le Dr Michel Welter directeur politique du journal, en novembre 1915⁶. Cette initiative arrange les deux: Schroell parce qu'il a besoin de la poigne de Welter pour encadrer Clément et Gusenburger, Welter parce qu'il a besoin de la machinerie publiciste du journal d'Esch pour aider les associations démocratiques



Caricature du Dr. Michel Welter, ministre socialiste du Ravitaillement en 1916. L'échec des tentatives du gouvernement d'importer des vivres en provenance des pays neutres est bien symbolisé par l'initiative désespérée de Welter d'aller acheter des chèvres en Suisse, ce qui lui valut le nom de „Geesseméchel“. Un dicton de 1916 fut: „Gromperen, Gromperen! Sidd roueg, Dir kritt Geessen!“.

5 Lettres du 17 et 30 août 1915 de Jeanne à Paul Schroell; lettre du 14 octobre 1915 de Jeanne à Paul: « Il (Clément) dit lui-même qu'il n'a pas de caractère et qu'il lui faut quelqu'un pour lui rappeler toujours qu'il doit travailler. (...) il m'a déclaré aussi qu'il ne se laisse rien dire par une 'femme'. » (ANLux, FD-029-03, p. 43, 46, 52-53.)

6 Lettre du 26 novembre 1915 de Jeanne à Paul (ANLux, FD-029-03, p. 54-55).

à gagner les élections du 23 décembre 1915. La commande de brochures électorales comble en même temps les déficits du quotidien⁷. Mais cet arrangement ne dure que quelques mois, puisqu'en février 1916, Welter devient ministre. Clément et Gusenburger disparaissent progressivement de la rédaction qui est reprise par l'instituteur Jos Felten. Clément est placé, peut-être par l'intermédiaire de Schroell, auprès de Mayrisch, qui lui donne un poste d'attaché aux questions sociales à la direction générale de l'Arbed en 1917⁸. En mars 1917, Schroell avait recommandé, en vue de l'après-guerre, à son épouse et à sa sœur qui géraient l'ET: « Ne perdez pas de vue Fr. Clément et G (Gusenburger). Il me faudra tous les deux⁹. »

La dislocation du Bloc des gauches

Les élections du 23 décembre 1915 résultaient de la dissolution de la Chambre des députés par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, qui comptait sur la victoire de la droite. La gauche ne pardonnera jamais ce « coup d'Etat » à la souveraine. Les élections renforcent les positions de la droite sans que le gouvernement de droite Loutsch ne puisse compter sur une majorité (25 députés de la droite contre 27 députés de la gauche). Le gouvernement tombe à la suite d'une question de confiance le 11 janvier 1916. Un gouvernement de coalition est formé par Victor Thorn, le 24 février 1916, dans lequel entre également le socialiste Michel Welter, qui est chargé de la mission impossible du ravitaillement. Devant la montée du mécontentement populaire, Welter est finalement lâché non seulement par ses adversaires mais aussi par ses amis politiques.

Lorsque la Chambre des députés, le 22 décembre 1916, refuse avec une majorité écrasante sa confiance au seul ministre socialiste du gouvernement Thorn, le Dr Michel Welter, et que ce dernier démissionne du gouvernement le 3 janvier 1917, les socialistes se sont libérés d'une triple hypothèque: l'hypothèque Welter, l'hypothèque participation au gouvernement et l'hypothèque Bloc des gauches¹⁰. Contrairement donc aux espoirs de l'ET, ni le BHAV ni le parti socialiste ne restent dans la logique du Bloc. Le parti socialiste entame un virage à gauche et décide de s'approcher de sa base ouvrière dans le canton industriel eschois.

7 Lettre du 22 décembre 1915 de Jeanne à Paul (ANLux, FD-029-03, p. 56-58).

8 WEBER, Nic : « Frantz Clément: der gescheiterte Grenzenbrecher », in Mondorf. *Son passé, son présent, son avenir*, Schwebsange, Publications Mosellanes, 1997, p. 427. (Je remercie M. Robert Thill pour ce renseignement et la référence.)

9 Carte postale du 1^{er} mars 1917 de Paul à Jeanne (ANLux, FD-029-03, p. 80).

10 FAYOT, *op. cit.*, p. 166-167.

La création du BHAV a d'autres répercussions fondamentales sur la scène politique, puisque trois de ses leaders (Herschbach, Kappweiler et Noesen) se présentent comme candidats d'un nouveau petit parti, le parti populaire (Freie Volkspartei) aux élections partielles de mars-avril 1917. En juillet-août 1918, aux élections à la Constituante, chargée d'amender la Constitution dans un sens plus démocratique, une alliance politique inédite se construit entre socialistes et parti de la droite dans le canton d'Esch par le biais du parti populaire. D'un côté, le parti de la droite renonce à présenter ses propres candidats et soutient les candidats du parti populaire. De l'autre, pour être sûr placer ses dix candidats au deuxième tour du scrutin majoritaire, le parti socialiste conclut un cartel électoral avec le parti populaire. Dans le canton d'Esch, 10 socialistes et 5 *Volksparteiler* sont élus contre aucun des candidats libéraux. Sur le plan national, le parti de la droite l'emporte (23 sièges) sans avoir la majorité absolue (socialistes: 12; libéraux: 10; parti populaire: 5; non-inscrits proches de la droite: 3).

Cette année 1918 se caractérise en général par des alliances politiques contradictoires et changeantes. D'une part, sur le plan des principes constitutionnels, socialistes, libéraux et populaires s'unissent à la Chambre pour demander que la puissance souveraine réside dans la nation et non dans la personne du souverain (ordre du jour Brasseur de mars 1918 sur la révision des articles 32 et 37 de la Constitution). D'autre part, sur le plan social, socialistes, catholiques et *Volksparteiler* du BHAV organisent ensemble des manifestations de consommateurs comme celle du 5 mai 1918, où on retrouve comme orateurs des socialistes (René Blum, Jos Thorn, Pierre Krier), des dirigeants du syndicat (Bernard Herschbach, Pierre Mart, Ad Krieps) et des dirigeants des associations catholiques (Jean-Baptiste Rock).

L'ET applaudit toutes les initiatives où libéraux et socialistes se retrouvent unis contre la « réaction clérical » comme pour l'ordre du jour Brasseur: « Da die Rechtspartei Art. 32 und 37 der Konstituante nicht überweisen wollte ist die Wahlparole gegeben: Es besteht fürderhin eine scharfe Scheidung zwischen der Koalition der 3 Linksgruppen, fortschrittsfreudige Verteidiger der Volksrechte, und dem Block der Rechten (...). Es handelt sich heute um eine politische, nicht um eine wirtschaftliche Frage und wenn die Partei der Rechten versucht den alten Gegensatz zwischen Konsument und Produzent, Arbeiter und Hüttenherr zu ihren Gunsten auszuspielen (...) »¹¹. » Mais l'ère du

Bloc des gauches est bien révolue. Les candidatures « économiques » mettant l'accent sur les problèmes sociaux l'emportent aux élections sur les candidatures politiques. L'alliance entre libéraux et socialistes se limite désormais à Luxembourg-ville. Le facteur social a pris une importance énorme, mais l'ET, fidèle à sa grille de lecture anticlérical, refuse de l'accepter.

L'alliance socialistes-catholiques-populaires autour du social dans le canton d'Esch a notamment conduit au naufrage déjà relevé de la liste libérale-démocrate soutenue par l'ET au premier tour des élections à la Constituante. Le 2 août, sans les nommer, le quotidien puise dans le répertoire biblique pour dénoncer les 10 élus de la liste socialiste, dont des anciens du Bloc comme Jos Thorn et Emile Mark: « Denn der Überfall, dem die liberal-demokratische Liste im Escher Kanton zum Opfer fiel, ist ein Schurkenstreich, wie er sich schlimmer nicht gedacht werden kann. Er wird ein Schandfleck auf immer in unserer politischen Geschichte bleiben. (...) Denn das Kainszeichen, das sie an der Stirne tragen, kann die Krone des Erfolges, und mag er noch solange andauern, nicht verdecken. »

Le lendemain, dans l'ET, un « groupe de libre-penseurs » lance un appel solennel pour au moins sauver au deuxième tour la candidature libéral-démocrate d'Aloyse Kayser, au nom de l'union des socialistes, des démocrates et des libres-penseurs, au nom du bon vieux temps¹². Mais ni Kayser ni le directeur de l'usine d'Arbed Esch et ancien bourgmestre de la ville, Léon Metz, ne seront élus. L'organe du parti socialiste, *Die Schmiede*, avait, dès janvier 1918, puisé dans un autre répertoire classique, celui des phrases célèbres de l'Antiquité, pour rappeler le clivage nouveau en politique: « Wir stellen fest, daß sich (...) die demokratischen Vereine, unter den Auspizien der HH. Metzler¹³ und Aloyse Kayser (auch du, mein Sohn) vollends ins Fahrwasser des zersetzenden Arbed-Liberalismus begeben haben¹⁴. »

La lutte pour « l'émancipation du prolétariat » prévaut sur la lutte anticlérical contre les « ennemis des Lumières et du progrès¹⁵ ». Cette donnée fondamentale jouera un rôle clé dans la révolution luxembourgeoise de 1918-1919, tout comme une série d'autres anciens

¹² *Escher Tageblatt*, 3 août 1918, p. 1.

¹³ L'avocat Léon Metzler a siégé à la Chambre des députés de 1902 à 1918 comme député social-démocrate et a marqué l'œuvre législative du Bloc des gauches de son empreinte. En mars 1918, il quitte la Chambre et le Barreau pour assumer les fonctions de directeur du service des contentieux de l'Arbed. (*100 Joer sozialistesche Deputéiert an der Letzeburger Chamber. Dictionnaire biographique des députés socialistes à la Chambre des Députés*, Luxembourg, 1997, p. 95-97).

¹⁴ FAYOT, *op. cit.*, p. 164.

¹⁵ *Escher Tageblatt*, 2 août 1918, p. 1.

¹¹ *Escher Tageblatt*, 11 mars 1918, p. 1.

et nouveaux clivages qui se superposent de façon complexe: cléricaux contre anticléricaux, ouvriers contre patrons, salariés contre gouvernement, monarchie/ dynastie contre république, capitalisme contre socialisme/« bolchévisme », indépendance contre union/ annexion, producteurs contre consommateurs, Allemagne contre Belgique contre France, action directe contre action parlementaire...

Le mouvement révolutionnaire de novembre 1918

Après les espoirs soulevés dans le monde ouvrier et certains milieux intellectuels luxembourgeois par les révolutions russes de 1917, les nouvelles venant d'Allemagne début novembre 1918 (création de conseils d'ouvriers et de soldats, proclamation de la république à Munich le 7 novembre, à Berlin le 9, abdication de Guillaume II) font vite des émules au Grand-Duché¹⁶. Frantz Clément, de retour à son poste de rédacteur en chef, s'en fait l'écho en appelant, dans son éditorial « Die neue Zeit » du 9 novembre 1918, à la révolution (pacifique): « Wir predigen nicht die Revolution, die mit Gewaltmitteln arbeitet. Aber unser Volk, in dem auch gute Kräfte schlummern, schläft. Es muß erwachen! Denn draußen, vor den versammelten Toren, schmettern tausend Drommeten jubelnd die Völkermarseillaise, den stolzen, hinreißenden Hymnus sieghaften Erfüllens! Auch unseres Volkes Schicksalstunde hat damit geschlagen! Volk, steh auf und tue deine Pflicht!¹⁷ » A Esch-sur-Alzette, le même jour, le 9 novembre, d'après l'ET, le *Siegburger Landsturm-Bataillon* élit un conseil de soldats¹⁸.

Le 10 novembre, la révolution commence au Luxembourg¹⁹. Le *Tageblatt* est le principal journal à soutenir le mouvement et couvre le lendemain à la une les négociations sur l'armistice et les événements luxembourgeois sous le titre « Das Luxemburger Volk verlangt seine Rechte » : « Unter dem Druck der sich überstürzenden Ereignisse an den Kampffronten und im Innern der Nachbarländer hat das Luxemburger

Volk eine erste befreiende Tat gesetzt. Daß der Wille dazu in den breiten Massen liegt, beweist die gleichzeitige Aktion die von verschiedenen Seiten unternommen wurde²⁰. »

Le vide de pouvoir laissé par les troupes allemandes qui plient bagage – alors que les troupes alliées n'arrivent que fin novembre – rend possible l'action révolutionnaire. « La crise politique qui date d'avant la guerre mais que la guerre a exaspérée, éclate avec une violence extraordinaire avec l'armistice et le reflux des troupes allemandes. La Souveraine à laquelle les partis de gauche (libéraux et socialistes) reprochent d'avoir pris fait et cause pour la droite, est accusée, d'avoir eu, au cours de la guerre, une attitude incompatible avec la neutralité; bref, la gauche lui reproche d'avoir penché du côté de l'Empire allemand. En accablant la Souveraine, la gauche vise également la droite²¹. »

Différents acteurs de la journée du 10 novembre sont mentionnés par l'ET: 1. Plusieurs comités socialistes se seraient réunis pour exiger du gouvernement qu'il obtienne l'abdication de la Grande-Duchesse, mais aussi la journée de huit heures et la réquisition des chemins de fer et des usines. 2. A la salle de l'hôtel Brosius à Luxembourg-ville, une réunion convoquée par l'inspecteur d'assurances René Stoll décide de créer un conseil ouvrier et paysan (*Arbeiter- und Bauernrat*). Les socialistes autour de Jos Thorn se joignent au mouvement. La création officielle du conseil a lieu au Café français. Il s'agit, comme l'indique le manifeste du conseil, d'un « mouvement spontané ». Le programme provisoire contient notamment les points suivants: abdication de la Grande-Duchesse et proclamation de la république (sur ces questions, voir la contribution de Wolfgang Alt sur l'ET et la monarchie); nationalisation des banques à raison de 51 % du capital; journée de huit heures; élection par les gendarmes et les soldats. 3. Le conseil national des cheminots demande la nationalisation des chemins de fer. Le programme est révolutionnaire par le contenu et par la forme, puisque ces transformations ne prévoient pas de passage par le Parlement, alors que le gouvernement serait remplacé par un soviet provisoire.

Le lendemain matin, le conseil est reçu par le gouvernement, qui lance une première contre-offensive en annonçant qu'il soumettra le régime futur de l'Etat à une consultation populaire. La démocratie, cheval de bataille de la gauche libérale et socialiste... Par tracts et affiches, le conseil appelle à une grande manifeste-

16 Dans une série de cinq articles, en novembre-décembre 1918, Gust van Werveke, étudiant à ce moment-là à Munich, décrit pour l'ET les événements sur place sous le titre: « Die Münchener Revolution. Selbsterlebtes und Dokumentarisches. »

17 *Escher Tageblatt*, 9 novembre 1918, p. 1.

18 « Lokalneuigkeiten », *Escher Tageblatt*, 11 novembre 1918, p. 2.

19 Sur la révolution luxembourgeoise de 1918/1919 cf. TRAUSCH, Gilbert : *Histoire du Luxembourg*, Paris, 1992; TRAUSCH, Gilbert : « Le temps de toutes les incertitudes et de tous les malentendus (1918-1919) », in TRAUSCH, Gilbert (dir.) : *Les relations belgo-luxembourgeoises et la Banque Générale du Luxembourg (1919-1994)*, p. 59-81; WEHENKEL, Henri : « 10. November 1918: Der Anfang der revolutionären Bewegung in Luxemburg », in 1921-1981. *Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs*, Luxembourg, 1981, p. 10-20; Dossier « 1918-1919: Une année de crises et de décisions », *Forum*, n° 112, 1989, p. 13-34.

20 *Escher Tageblatt*, 11 novembre 1918, p. 1.

21 TRAUSCH, « Le temps... », *op. cit.*, p. 73.

tation au Knuedler en soirée. Elle rassemble plusieurs milliers de personnes. Les premières contradictions éclatent au grand jour. L'ET ne manque pas de le re-

Esch la prolétaire ne connaît pas les états d'âme légalistes des hommes politiques bourgeois de la capitale. A la salle Hoferlin, une réunion convoquée par



La quête désespérée de pommes de terre en juillet 1917, sous l'oeil vigilant des forces de l'ordre /Reproduction d'une carte postale. Photothèque de la Ville de Luxembourg.

lever²². Stoll plaide pour la réalisation immédiate du programme (tout comme Jos Thorn, mais le journal d'Esch ne cite pas nommément « Caïn »...). D'autres chefs socialistes freinent: Luc Housse, bourgmestre de Luxembourg, et Jean-Pierre Probst préfèrent la légalité parlementaire (et l'union traditionnelle avec les libéraux) à l'action révolutionnaire. Pour eux, une Chambre élue au suffrage universel des deux sexes doit trancher. Le seul discours accompagné de sifflets est celui de l'avocat Schreiber, représentant de la Ligue française, qui plaide pour le rattachement du Luxembourg à la France. « Findet wenig Gehör », écrit l'ET.

les syndicalistes et députés du parti socialiste (Kieffer, Schaack, Thilmany) et du parti populaire (Kappweiler, Herschbach, Noesen) proclame dans une résolution l'abdication de la Grande-Duchesse et la création de la république de Luxembourg. Un conseil ouvrier et paysan de 15 personnes est institué pour le canton d'Esch. Le 12 et 13 novembre, des réunions semblables ont lieu à Differdange, Dudelange, Bettembourg, Kayl, Rumelange, Tétange, Pétange. A Dudelange, où la tendance catholique prévaut dans le syndicat, on insiste sur la priorité des revendications sociales (journée de huit heures) sur les revendications politiques (instauration de la république).

Mais c'est la stratégie parlementaire des députés de la capitale qui prend le dessus. Le 13 novembre a lieu le

²² « Abdankung der Großherzogin. Proklamierung der Republik », *Escher Tageblatt*, 12 novembre 1918, p. 1.

vote décisif à la Chambre des députés. Les députés du parti populaire, qui avaient crié « Vive la république » à la salle Hoferlin, retournent leur veste. Lors du vote sur l'ordre du jour présenté par les libéraux qui demande à la dynastie de renoncer au trône, trois députés du parti populaire votent contre, deux s'abstiennent. L'ordre du jour est repoussé par 21 voix contre 19 et trois abstentions, alors qu'un ordre du jour de la droite proposant de trancher la question dynastique par un référendum avait été adopté par 28 voix contre 20. La stratégie parlementaire de la gauche a non seulement fragilisé celle des conseils ouvriers, elle a surtout échoué et entraîne une division du mouvement.

L'ET crie au scandale et proteste contre la présence dans les conseils ouvriers de députés du parti populaire, qui veut maintenant sauver la dynastie par voie de référendum²³. Puis, l'ET ne se prive pas de rappeler aux socialistes qu'il les avait prévenus: « Die Volkspartei ist minderjährig, denn sie ist, war und bleibt die Schleppträgerpartei der Klerikalen. (...) Auch den Sozialisten mag es einleuchten, wie weit man mit diesen Leuten gehen kann. »

Sur le plan extraparlémentaire, la mobilisation continue. Une réunion de coordination est convoquée pour le 17 novembre par un « Zentralaussschuß des Arbeiter- und Bauernrates ». En fait, rien qu'à Esch, la réunion du 18 novembre à la salle Hoferlin attire une grande foule qui de nouveau acclame la république. Le conseil ouvrier eschois y dénonce la trahison du parti populaire et exclut Kappweiler²⁴. Au cours de la même réunion, les députés socialistes Blum et Kieffer annoncent, sous les acclamations du public, les résultats des négociations des hommes de confiance du BHAV au parlement avec le gouvernement. Ce dernier a promis d'introduire à partir du 1^{er} décembre la journée de huit heures²⁵. Elle sera effectivement introduite par l'arrêté grand-ducal du 14 décembre 1918, mettant le patronat devant le fait accompli.

En fait, la mesure tant acclamée de la journée de huit heures représente une victoire à la Pyrrhus du mouvement des conseils ouvriers et paysans, puisque cette concession calme les ardeurs révolutionnaires du mouvement ouvrier. Les socialistes ont d'ailleurs posé la question suivante: les dirigeants du parti populaire et du BHAV (Kappweiler, Herschbach) n'ont-ils pas accepté, le 13 novembre, de voter pour la dynastie en

échange la journée de huit heures²⁶? Il y a en effet eu tractations dans les coulisses le 13, mais leur homme de confiance au gouvernement, Auguste Collart, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail a nié le marchandage évoqué par les socialistes²⁷.

En tout cas, le gouvernement a su manœuvrer habilement dans deux contextes politiques différents pour désamorcer le mouvement révolutionnaire: par rapport aux élus du Centre, il a utilisé l'argument démocratique du référendum pour fragiliser l'offensive parlementaire de la gauche. Par rapport aux élus du Sud industriel, il a su, avec la journée de huit heures, réactiver l'alliance entre droite, parti populaire et parti socialiste autour du social que la guerre avait déjà réveillée.

L'ET, même s'il esquivait ces aspects internes et préfère mettre l'accent sur des circonstances extérieures, comme l'avenir indéfini du pays ou l'arrivée des troupes américaines, doit avouer que le mouvement révolutionnaire s'essouffait après le 17 novembre²⁸.

Le mouvement révolutionnaire de janvier 1919

Le journal profite de l'« accalmie » du mouvement – accalmie relative d'ailleurs puisque des scènes de pillage ont lieu fin novembre et début décembre notamment à Esch – pour insister sur sa préoccupation majeure. Il est impératif non seulement de renverser la dynastie et de proclamer la république, mais de s'unir à un grand pays, la France. Tout en proclamant son amour pour le sol natal luxembourgeois, Frantz Clément explique le choix des « vrais patriotes » dans l'ET du 21 novembre²⁹:

« Es gibt für uns Luxemburger nur eine Frage: Wie kann es besser mit uns werden? Oder: Wie werden unsere höheren Interessen, geistige, moralische und materielle gefördert? Wenn auf diese Frage die fortschrittlich Denkenden die Antwort geben: dadurch daß wir aufhören, ein armseliger Froschtümpel zu sein, – sind sie dann schlechtere Patrioten, als die die sich um

23 « Um die Krone », *Escher Tageblatt*, 15 novembre 1918, p. 1.

24 « Die Volksbewegung. Für die Republik », *Escher Tageblatt*, 19 novembre 1918, p. 3.

25 Un accord semblable était intervenu en Allemagne le 15 novembre entre patronat et syndicats en (Scuto, Denis, *op. cit.*, p. 59-61).

26 « Kompromiß-Kuddelmuddel », *Die Schmiede*, 30.11.1918, p. 1.

27 COLLART, Auguste : *Sturm um Luxemburgs Thron*, Luxembourg, 1959, p. 247.

28 « Die Bewegung zur Proklamierung der Republik ist durch die Ereignisse, die von auswärts auf uns einwirken, etwas ins Stocken geraten. Aber die Klerikalen mögen sich auf die Ruhe nichts einbilden. Sie werden uns im Kampfe finden und dann ist es nicht eine Partei, nicht eine Gruppe, die sich vorwagt, sondern wir werden einig und in geschlossener Reihe aufmarschieren, hinter uns alle Volksmassen der Städte und die aufgeklärten Elemente unserer Dörfer. », *Wochen-Revue, Escher Tageblatt*, 23 novembre 1918, p. 1.

29 « Patrioten », *Escher Tageblatt*, 21 novembre 1918, p. 1.

Marie-Adelheid scharen und wie weiße Lämmer mit blauen Marienbändern blöcken: "Mir wëlle bleiwe wat mir sin?" Ein guter Patriot ist praktisch der, der seinem Lande das Beste wünscht! Den großen, tiefen Patriotismus unserer Nachbarn besitzt hierzulande keiner, weil es ihn historisch und ethnographisch hier nicht geben kann. Seien wir nicht naiv: die meisten von denen, die jetzt Arbeiter, Bauern und Handelsleute betören wollen, verbergen hinter sentimentalen Sätzen und sich groß gebärenden Gesten krasse Interessen, sei es klerikal-politischer oder finanzieller Natur. Wir achten alle Interessen. Aber es ist unsere Pflicht das Volk zu warnen. Nicht so sehr vor denen, die einfach eingestehen, Patriotismus sei für sie eine Frage des Egoismus, – als vor denen, die ihren Egoismus hinter großen Phrasen verbergen. »

Même s'il s'agit évidemment d'une argumentation *pro domo* du publiciste francophile Clément, chez qui l'émancipation de la « *Kleinstaateri* » est un fil rouge, ces affirmations ont le mérite de souligner que tout discours patriotique est lié à des intérêts manifestes. Les « grandes phrases » sur la nation, à l'époque comme aujourd'hui, sont élaborées, prononcées, diffusées dans un but stratégique par des « groupements politiques (...) qui s'opposent pour conquérir ou exercer le pouvoir d'Etat³⁰ ».

En 1918-1919, l'attachement de la droite à l'indépendance s'explique aussi par le fait que ce cadre national assurera à l'avenir une position de force sur l'échiquier politique national au triumvirat dynastie catholique – église catholique – parti de la droite catholique. L'introduction du suffrage universel et du vote proportionnel en 1919 fera entrer sa clientèle électorale dans l'arène politique: non seulement les femmes, mais encore les milliers de fils de paysans et de journaliers agricoles exclus du vote censitaire³¹.

La prise de position des chefs libéraux Maurice Pescatore et Robert Brasseur pour une union avec la Belgique – « une plus grande patrie » (Pescatore à la Chambre, le 2 novembre 1918) – s'explique par les liens personnels et familiaux avec les milieux d'affaires belges. Pescatore, directeur de Villeroy et Boch, est le beau-frère de l'homme d'affaires belge Gaston Barbanson, fils d'un vice-gouverneur de la Société gé-

nérale de Belgique, membre du conseil d'administration de l'Arbed, société dont il devient le président en 1919. Tout au long de la guerre, Barbanson a plaidé pour le rattachement du Luxembourg à la Belgique³².

En plaidant pour une union à la France, l'*ET* défend d'une part les intérêts des radicaux francophiles de l'Alliance française et de la colonie luxembourgeoise en France, mais aussi les intérêts de la sidérurgie luxembourgeoise et de son dirigeant Emile Mayrisch, directeur général de l'Arbed, qui, contrairement à son collègue administrateur Barbanson, bataille pour une union économique avec la France.

Avec le retour de Schroell, l'*ET* accentue encore sa campagne pour une lente assimilation (« *langsame Assimilation*³³ ») du Luxembourg à la France républicaine et ouvre ses colonnes régulièrement à la Ligue française. C'est avec cette visée que l'*ET* soutient activement le mouvement révolutionnaire de janvier 1919.

Le coup de pousse qui déclenche la seconde phase du mouvement révolutionnaire vient de nouveau de l'étranger. Résumons brièvement l'enchaînement des événements: le 19 décembre 1918, le ministre d'Etat Reuter se rend à Paris pour y rencontrer le ministre des Affaires étrangères français Pichon afin de clarifier les relations franco-luxembourgeoises. Sur pression de la diplomatie belge, Pichon déclare le 20 à la délégation luxembourgeoise que le gouvernement français ne peut recevoir les ministres de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Une giflle pour le gouvernement, la fin politique de Marie-Adélaïde. De retour au Luxembourg, le gouvernement se garde bien de donner la mauvaise nouvelle. Mais le 30 décembre, la *Luxemburger Zeitung* révèle l'affaire. La droite tergiverse, la Grande-Duchesse ne veut pas s'effacer.

Le 6 janvier, une « Action républicaine » se constitue et s'élève, dans une proclamation publiée par l'*ET* contre « l'obstination déconcertante et inconcevable de la Grande-Duchesse à ne pas abdiquer ». Un Bloc des gauches version 1919 avec des libéraux, des radicaux, des socialistes: Léon Bouvart, Aloyse Kayser, Emile Servais, Marguerite Mongenast-Servais, Emile Mark, Jos Thorn... L'Action républicaine construit son argumentation antidynastique et antiallemande autour de la fibre patriotique: « Que la Grande-Duchesse, dont le régime personnel a jeté dans le pays la discorde et le désordre, s'en retourne aux pays de ses

30 NOIRIEL, Gérard : *Introduction à la socio-histoire*, Paris, 2006, p. 76.

31 Le parti socialiste n'augmentera pas de façon comparable sa base électorale, puisque le cens à dix francs introduit en 1913 a déjà permis à un bon nombre d'ouvriers d'accéder au droit de vote (en 1914, les ouvriers représentent déjà un quart des électeurs du canton d'Esch). Voir l'analyse du journal catholique *Luxemburger Volk* en décembre 1917 des réformes électorales, citée chez: TRAUSSCH, Gilbert : *CSV. Spiegelbild eines Landes und seiner Politik?*, Luxembourg, 2008, p. 126 sv.

32 TRAUSSCH, Gilbert : *L'Arbed dans la société luxembourgeoise*, Luxembourg, 2000, p. 20 sv.

33 « Das Luxemburgertum und die 'Ligue française'. An Batty Weber », *Escher Tageblatt*, 19 décembre 1918, p. 1.

ancêtres. Qu'elle laisse le Luxembourg aux Luxembourgeois³⁴ ! »

Elle appelle à se rendre en masse le 9 janvier à la Chambre des députés pour sa première séance de l'année. Les manifestants se massent devant la Chambre et sur les tribunes à l'intérieur. Comme en novembre 1918, l'action est à la fois parlementaire et populaire. A la Chambre, le vote sur une résolution de Brasseur demandant le départ de la dynastie est retardé par la droite, en train de négocier l'abdication de Marie-Adélaïde en coulisse. La séance est suspendue.

Entretiens, la république a été proclamée une première fois dans la cour de la caserne du Saint-Esprit par les hommes de la compagnie des volontaires, guidés par le sergent-chef Eiffes, qui refusent l'obéissance et se révoltent depuis décembre contre leurs officiers³⁵. Eiffes et ses hommes rejoignent le mouvement républicain et se portent devant la Chambre où, vers 17 heures, un Comité de salut public, composé des membres de l'Action républicaine et des députés de la gauche, s'est constitué. Les premiers désaccords éclatent entre socialistes, partisans de la république, et libéraux qui veulent une union personnelle avec la Belgique, donc remplacer une dynastie par une autre. Eiffes, du haut du perron de la Chambre, prend les devants, proclame une deuxième fois la république et demande, avec le bourgmestre Housse, à la foule de se séparer. Finalement, le général français de la Tour s'en charge et donne l'ordre à ses soldats d'évacuer les abords de la Chambre.

Les membres du Comité de salut public se déplacent à la place d'Armes et y proclament une troisième fois la république, mais à titre provisoire, en attendant qu'une

Chambre nouvellement élue prenne la décision définitive, une formule de compromis née des désaccords de ses membres, formule qui n'est pas acceptée par les manifestants qui veulent la « république pure et simple ». Les députés Pescatore et Brasseur sont hués comme « Belges » et s'en vont. C'est la fin du premier Comité de salut public. Un deuxième Comité est formé dans la nuit du 9 au 10 janvier et proclame le lendemain, une quatrième fois, la république, du haut de l'escalier de la Chambre, avant qu'un arrêté de De



Des postes français gardent, en janvier 1919, l'entrée de la caserne de la compagnie des volontaires, dont les soldats se sont ralliés au mouvement révolutionnaire.

la Tour et de Housse n'interdit tout rassemblement public et met fin au mouvement républicain.

Entretiens, dans la nuit du 9 au 10 janvier, Marie-Adélaïde a abdiqué et le gouvernement reprend les choses en main. Il refuse de recevoir un Comité de salut public qui a multiplié des moments fatals de désaccord devant la foule. Le gouvernement annonce par une proclamation que la Grande-Duchesse est disposée à renoncer au trône et qu'il appartiendra au peuple de trancher par référendum. La compagnie des volontaires est dissoute. Le 14 janvier, lorsque la Chambre se réunit et que la gauche tente d'empêcher la prestation de serment de la Grande-Duchesse Charlotte par une motion, le vote est clair: la motion est rejetée par 30 voix contre 19. Le mouvement révolutionnaire a échoué.

34 « ACTION REPUBLICAINE », *Escher Tageblatt*, 7 janvier 1919, p. 1.

35 Cf. articles de l'*Escher Tageblatt* sur la « Soldatenbewegung » du 21 au 27 décembre 1918.

L'ET insiste sur le rôle décisif de l'intervention des troupes françaises. Mais le journal doit aussi avouer que des raisons internes ont joué un rôle majeur: « Von einem revolutionären Akt, der, der das morsche Gefüge unseres Staatsgebäudes zertrümmern sollte, um ein luftiges, allen Sonnen freiheitlicher Zukunft geöffnetes Haus an die Stelle zu setzen, ist nichts weiter übrig geblieben als eine ganz gewaltige Manifestation des republikanischen Volkswillens, aber nur eine Manifestation. Es sollte eine erlösende, definitive Tat sein, und wir kamen über die Proklamation und Gegenproklamationen nicht hinaus³⁶. »

Le journal se réjouit néanmoins de ce qui a été atteint: l'abdication de Marie-Adélaïde, imposée par les Alliés et par le peuple indigné, le camouflet infligé au gouvernement. Il place désormais son espoir dans la non-reconnaissance de Charlotte – « künftige Ehefrau Parma » – par la France, puisque l'issue du référendum ne fait aucun doute³⁷. En vain. En février 1920, quelques mois après les 79 % de votes pour Charlotte au référendum du 28 septembre 1919, la France, après la Grande-Bretagne et la Belgique, reconnaît la Grande-Duchesse.

36 « Auf halbem Wege », *Escher Tageblatt*, 14 janvier 1919, p. 1.

37 « Ablösung vor! », *Escher Tageblatt*, 17 janvier 1919, p. 1.

Le succès dans la défaite des mouvements révolutionnaires de novembre 1918 et de janvier 1919 sur la longue durée se situe sur deux autres plans. 1. L'introduction de la journée de huit heures et des conseils d'usine (avril 1919) marque le début de la reconnaissance des droits sociaux de la population et d'un processus de réformes démocratiques et sociales qui imprègnent le pays jusqu'à aujourd'hui. 2. La pratique constitutionnelle de la monarchie luxembourgeoise a, elle aussi, profondément changé dans un sens démocratique: après 1919, aucun souverain n'a plus formé un gouvernement contre la volonté des électeurs et électrices, ni refusé une nomination de bourgmestre ou retardé la signature d'une loi.

Jusqu'à ce que le Grand-Duc Henri refuse de signer en décembre 2008 la loi sur l'euthanasie et provoque une crise institutionnelle et constitutionnelle, rouvrant du même coup dans l'opinion publique un dossier qui semblait définitivement clos depuis 1919: le dossier monarchie ou république³⁸. Du haut de leur aréopage républicain, Paul Schroell et Frantz Clément n'en croient pas leurs yeux...

38 En 2000, année de l'avènement au trône du Grand-Duc Henri, 8 % des personnes interrogées par un sondage Ilres/Jeudi se prononçaient pour une république. Fin 2008, ce pourcentage est passé à 32 %. En 2012 (sondage RTL/Luxemburger Wort), le taux était de 29 %. (Hilgert, Romain, « Popularitätstest », *Lëtzebuurger Land*, 19.10.2012, <http://www.land.lu/2012/10/19/popularitaetstest/>)

Dr. Wolfgang Alt

Ein vollständiger Widerruf:

Das Bild der Monarchie im *Escher Tageblatt* nach dem Ersten und vor dem Zweiten Weltkrieg

„Artikel 3. Das ‚Escher Tageblatt‘ darf unter keinen Umständen zitiert werden.“¹

Diese nicht ganz ernst gemeinte Vorschrift findet sich im Dezember 1921 im *Escher Tageblatt*, nachdem – was damals eine ausgesprochene Seltenheit war – ein Abgeordneter in der Kammer aus dieser Zeitung zitiert hatte. Dieses „Verbot“ wurde gebrochen, um die Frage zu klären, wie sich das Bild der Großherzogin zwischen den Kriegen verändert hatte, und ob es auch seitens der politischen Linken stets so positiv gewesen war, wie dies z. B. im Film *Leif Lëtzebuurger* suggeriert wurde. Aus diesem Grund wurde eine traditionsreiche Zeitschrift gesucht, die eher dem liberalen bzw. linken Spektrum zugeordnet werden kann. Die Wahl fiel auf das *Escher Tageblatt*.² Ziel ist es, die Quellen – soweit möglich – selber zu Wort kommen zu lassen.

Der Standpunkt des *Tageblatts* in der Endphase des Ersten Weltkrieges war in erster Linie antiklerikal, d.h. gegen den politischen Anspruch der katholischen Kirche und entsprechender Parteien gerichtet³. Zu diesem Zweck hatte es sich das *Tageblatt* zum Ziel gemacht, die Gegenkräfte, *in casu* Liberale und Sozialisten zu gemeinsamem Handeln zu bringen⁴. Das Blatt setzte sich bereits Monate vor Kriegsende für das allgemeine Wahlrecht aller Luxemburger und Luxemburgerinnen ein.⁵

1918: Ein schwieriges Erbe

Bereits während des Ersten Weltkrieges war das *Tageblatt* gegenüber der Großherzogin Marie-Adelheid durchaus kritisch eingestellt gewesen. So ermahnte der Redakteur die Monarchin im März 1918, keinesfalls auf die Proteste der Rechtspartei zu hören und einen Vorschlag des Liberalen Pescatore nicht abzuweisen. Hierbei erinnerte er an die turbulenten Ereignisse im Zusammenhang mit der Regierung unter Hubert Loutsch: „daß die Großherzogin einsichtsvoll genug ist, das Experiment der Loutschperiode, mit seiner Missachtung des Volkswillens nicht zu wiederholen.“⁶ Wenige Tage später meinte der Autor die Monarchin nochmals an ihre (vermeintliche) Pflicht erinnern zu müssen und drohte am Ende des Leitartikels unter dem Titel *Selbstbestimmungsrecht*: „Die Großherzogin kann also sehr wohl ihre Zustimmung geben, ohne mit irgend einem der drei Verträge⁷ in Konflikt zu geraten. Das so nebenbei von den klerikalen (sic) zitierte Argument mit der Volkssouveränität sei die Republik gegeben, ist schon darum lachhaft, weil niemand daran gedacht hat, auch nur einen der Artikel über die Verbindung unseres Landes mit dem jetzigen Fürstenhaus abzuschaffen, die in einer Republik doch jedenfalls fallen müßten.“⁸

Die Gesetzesvorschläge wurden schließlich von der Großherzogin sanktioniert. Gleichwohl sollten die Gerüchte nicht verstummen, dass Einige dennoch an der Einführung der Republik interessiert wären: „Die Rechtspartei und vor allem das ‚Luxemburger Wort‘ gebärdet sich wie wild, wenn auf demokratischer Seite nur der Name der Großherzogin ausgesprochen wird, ohne dass wir dabei in Ehrfurcht ersterben! Nun ist

1 Eine dringliche Reform ET 17.12.1921.

2 Das *Escher Tageblatt*, in den Fußnoten ET abgekürzt, wurde von verschiedenen Autoren geschrieben. Da zumeist kein Name sondern nur ein Pseudonym bzw. die Unterschrift „Das Escher Tageblatt“ vorlag, konnte eine Autorenschaft nicht immer festgestellt werden. Zahlreiche Artikel wurden von Frantz Clément, dem Chefredakteur verfasst. Falls das Datum und der Titel eines Artikels bereits im Text genannt wurden, unterblieb eine erneute Nennung in den Fußnoten.

3 S. *An die Schmiede* ET 21.1.1918.

4 S. *Die demokratische Partei* ET 28.1.1918, s.a. Collart 1959:124f.

5 S. *Für das Bürgerrecht der Frauen* ET 17.12.1917; s.a. *Unsere Verfassungen* ET 11.3.1918.

6 *Unsere Verfassungen* ET 11.3.1918. In dem Leitartikel *Die bösen Demokraten* vom 12.7.1918 wird das Vorgehen Loutschs gar mit dem Wort „Staatsstreich“ belegt. Dies war gleichwohl bereits 1915 seitens der Sozialisten Welter geschehen, s. Collart 1959:176.

7 Gemeint sind die Verträge bez. des Nassauischen Erbvereins von 1783, des Wiener Vertrags von 1815 und des Londoner Vertrags von 1867.

8 *Selbstbestimmungsrecht* ET 19.3.1918 sowie nochmals am 25.3.1918 unter dem Titel *Volkssouveränität*.